

LA LIBRE
28/04/2010

Actualité

Communauté française | Enseignement supérieur

L'ULB s'inquiète pour son avenir

L'université bruxelloise era-t-elle privée de son alliance avec l'UMons ?

Les forces vives de l'ULB unissent contre le "plan Di Rupo - Marcourt".



A 175 ans, l'ULB est à un tournant. Attention, virage dangereux !

Triste coïncidence : alors qu'elle fête dignement ses 175 années d'existence, l'université libre de Bruxelles est en danger. C'est du moins le sentiment qui règne aujourd'hui dans l'université bruxelloise, où l'on se méfie comme de la peste d'un certain "plan Marcourt-Di Rupo" visant à créer, aux côtés de l'UCL, l'ULg et l'ULB, une quatrième université complète en Communauté française, à savoir l'université de Mons (UMons). En devenant totalement indépendante plutôt que de se rapprocher de l'ULB - sa partenaire actuelle au sein de l'académie Wallonie-Bruxelles - l'UMons portera-t-elle un coup fatal à l'université du libre examen ? A l'ULB, on s'inquiète en tout cas terriblement, et on n'entend pas se laisser faire face à une menace qui transcende les clivages habituels entre professeurs et étudiants, dirigeants et personnel, administrateurs MR et PS. Même si, on le comprendra, ces derniers préfèrent rester discrets. Parmi les 20 000 étudiants et les 2 000 membres du personnel de l'ULB (sans compter ceux de l'hôpital universitaire Erasme), la mobilisation est en cours, la riposte s'organise.

A l'heure qu'il est, aucune décision n'a encore été officiellement prise. La table ronde chargée par le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS), de réfléchir au futur paysage universitaire, n'a pas tranché entre les deux options. Ce sera au gouvernement de la Communauté de faire son choix en-

tre une structure à trois (UCL, ULB, ULg) ou quatre (les mêmes et l'UMons) pôles académiques.

Aujourd'hui, et depuis 2004, les universités sont organisées en trois académies, bâties autour des trois universités complètes. 1° L'académie Louvain regroupe les universités catholiques (UCL à Louvain-la-Neuve et Bruxelles, FUNDP à Namur, St-Louis à Bruxelles et Fucam à Mons). Ces universités pousseront la collaboration jusqu'à fusionner, en 2011, en une seule et unique université, l'UCLouvain. 2° L'académie Wallonie-Europe regroupait l'ULg et les facultés de Gembloux. L'ULg, également présente à Arlon, a depuis absorbé Gembloux. 3° L'académie Wallonie-Bruxelles, enfin, unit l'ULB, présente à Bruxelles et à Charleroi, à l'UMons.

Jusqu'ici, on a donc regroupé les universités sur base confessionnelle (un pôle catholique, un pôle officiel, un pôle neutre), et non régionale. Mais cette manière de procéder pourrait aujourd'hui être mise à mal. La logique territoriale reprend du poil de la bête,

ce que l'ULB ne peut accepter. Alors que la table ronde a rendu ses conclusions et que le gouvernement sera bientôt appelé à se prononcer, l'ULB, et son conseil d'administration en particulier, lance un grand coup de gueule, ainsi qu'un appel à l'aide. "Pourquoi la logique des réseaux qui a prévalu jusqu'ici doit-elle laisser la place à une logique territoriale uniquement pour l'ULB ?", demande un professeur-administrateur, qui préfère taire son nom. Il est difficile d'accepter qu'une unité catholique soit présente partout et que l'ULB ne puisse être présente à Mons."

Il y a quelques semaines, le CA de l'ULB a rédigé un courrier à l'intention de M. Marcourt, pour lui faire savoir que ce projet "aurait pour conséquence de séparer l'ULB de son seul partenaire universitaire et de l'empêcher de continuer dans la seule Région de Bruxelles-Capitale. En isolant ainsi l'ULB à Bruxelles et en la fragilisant dans le futur paysage universitaire, le gouvernement porterait un préjudice grave aux intérêts vitaux de

l'ULB. Le CA de l'ULB s'oppose avec force à ce scénario." Pour lui, "aujourd'hui, la seule option possible qui ne lèse aucune université, est de poursuivre dans la voie du rapprochement des universités et des Hautes Ecoles au sein des trois académies existantes."

Le ministre rencontrera prochainement le recteur et le président du CA de l'ULB. Mais pour certains, les carottes sont cuites : Mons aura son pôle à lui, parce que telle est la volonté du président montois du PS, Elio Di Rupo, et qu'il bénéficie, au sein du gouvernement de la Communauté, d'un soutien infaillible en la personne de Jean-Claude Marcourt, du moment que l'ULg, dont le ministre liegeois est plus que proche, obtient ce qu'elle souhaite. D'autres veulent encore y croire et lancent un lobby tous azimuts afin de donner à l'ULB toutes les chances d'atteindre la taille critique qui lui permettra de se positionner sur la scène internationale, d'autant que ce serait la

aussi l'intérêt de l'UMons. "Un enseignement universitaire de qualité se construit sur une recherche de qualité, plaide un autre administrateur, sous couvert d'anonymat également. Or, cette dernière a besoin de certaines conditions pour se développer." Celles-ci ne seraient pas réunies à Mons (4 000 étudiants et 800 équivalents temps plein), mais le sont à l'ULB et le seraient encore davantage après une fusion l'UMons-ULB, qui pourrait par ailleurs ouvrir à l'ULB les portes d'un financement de la recherche par la Région wallonne. Avantage non négligeable quand on connaît l'état des finances de la région capitale.

L'appel bruxellois sera-t-il entendu par les socialistes wallons ?
Laurent Gérard

"Irresponsable, à l'heure des regroupements d'universités"

► Les MR Bertieaux et Schepmans refusent qu'on mette à mal l'équilibre construit en 2004.

Françoise Bertieaux, chef de groupe MR au parlement de la Communauté française, et Françoise Schepmans, députée MR et membre du conseil d'administration de l'ULB, sont également inquiètes pour l'université bruxelloise. M^{me} Schepmans interpellera d'ailleurs M. Marcourt ce mercredi au Parlement. Françoise Bertieaux : "Le décret de 2004 avait créé un bel équilibre entre trois pôles : le pôle UCL qui se déploie sur toute la Communauté française et même vers la Flandre, avec la KUL le pôle ULg avec des perspectives à Gembloux, Arlon et Maastricht ; et le pôle ULB, avec ses antennes à Charleroi, avec Mons et une ouverture sur Lille." Aujourd'hui, cet équilibre risque d'être mis à mal : "Je sais qu'il y a un gros problème d'accès à l'enseignement supérieur dans la province du Hainaut, poursuit-elle. Mais le projet de créer un quatrième pôle, montois, n'est pas une réponse à ce problème sociologique. Si pour des raisons familiales, financières, etc. on n'entreprend pas d'études supérieures, ce n'est pas parce que, d'un coup, Mons devient un pôle académique que les mentalités vont changer." Mais alors pourquoi créer un quatrième pôle ? "C'est une question de gloire personnelle de la part du président du PS, Marie-

Dominique Simonet, ex-ministre de l'Enseignement supérieur, avait fait preuve d'incertitude dans ce dossier. Je comprends aujourd'hui que c'était pour ne pas avancer dans une direction où elle ne voulait pas aller. M. Marcourt, lui, y répond plus favorablement, puisque c'est un des affiliés de M. Di Rupo." M^{me} Bertieaux y voit un motif d'inquiétude, d'abord pour l'UMons elle-même, "qui est trop petite, à l'heure où toutes les universités européennes opèrent des regroupements pour atteindre une taille critique". Mais l'ULB a également beaucoup à perdre. "Elle serait injustement coupée de son pôle de développement. C'est totalement irresponsable de la part d'un ministre de l'Enseignement supérieur, quand on sait qu'on a, dans notre petite Communauté française, deux universités (l'UCL et l'ULB) dans le top mondial, et que ces classements dépendent du volume de recherche traité. L'UCL, en se regroupant avec les autres universités catholiques, va renforcer son potentiel, tant mieux. Mais pourquoi punir l'ULB, en la coupant de sa sœur naturelle et d'un développement vers Lille ?"

Pour Françoise Schepmans, "ce qui semble se dessiner aujourd'hui, c'est le confinement de l'ULB sur la région bruxelloise. Je reçois certes comme "ulbiste" mais en tant que Bruxelloise, j'estime aussi que c'est un mauvais calcul pour Bruxelles. Car on veut rantonner l'ULB dans sa région, sans lui donner les moyens de réussir." Quant à l'argument de l'ancrage territorial en Hainaut, Françoise Schepmans le balaise allégrement : "A l'UCL, à l'ULB et à l'ULg, on

a plus ou moins le même nombre d'équivalents temps plein (plus de 2 000). Si on regarde à l'UMons, on est à quelques centaines. On ne joue pas dans la même cour. Mons a très peu de capacité de recherche scientifique, elle a besoin de l'ULB et elle n'a pas toutes les possibilités en termes d'habitations. Mais sans doute certains considèrent-ils qu'il vaut mieux être premier dans son village que deuxième à la ville." L'UMons aurait cependant certainement à cœur de se développer, notamment en demandant de nouvelles habitations et en ouvrant de nouvelles filières. Françoise Schepmans : "Oui, mais qui va financer cela ? C'est contradictoire avec la volonté exprimée de ne pas disperser les moyens." Dernier élément, l'émulation avec l'UCL, qui pourrait bien sortir encore renforcée de l'affaire : "L'ULB n'aura pas suffisamment d'instruments pour jouer pleinement son rôle, notamment face à l'UCLouvain. Les clés sont pipées." Cela met en évidence le fait que la représentation bruxelloise dans le gouvernement de la Communauté française, c'est zéro", conclut Françoise Bertieaux, qui en appelle à la "responsabilité" du ministre.
L. G.

Le rendez-vous politique de Twizz, tous les jours à 7h34.
Ce jeudi 29 avril, Gianni Ruggieri reçoit Francis Delperée, Sénateur Cdh
www.twizz.be